



Énergies Renouvelables en Afrique :

Une opportunité en temps de crise

République Démocratique du Congo

État de l'électricité

L'approvisionnement en électricité de la République Démocratique du Congo (RDC) est dominé par l'énergie hydroélectrique. La production d'électricité repose en grande partie sur la Société Nationale d'Électricité (SNEL), société contrôlée par l'État, qui possède et exploite 94% de la capacité installée en RDC.¹ Les producteurs indépendants d'électricité possèdent 6% de la capacité totale de la production (ou 135 MW) qui est principalement utilisée pour les activités minières. Le fleuve Congo a un potentiel important pour la poursuite du développement des barrages (2,5% du potentiel hydroélectrique est exploité¹), bien que cela impliquerait des barrages hydroélectriques de grande envergure, et il y a de sérieuses contestations contre de nouveaux barrages de la part des communautés. Il n'y a pas de projets éoliens et solaires à l'échelle des services publics.

En RDC, 15,5% de la population a accès à l'électricité. Cette répartition est inégale, 34,8% de la population urbaine y ayant accès, mais seulement 0,4% de la population rurale en bénéficie. 68,8 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité. La biomasse traditionnelle domine la consommation d'énergie.²

Ces dernières années, l'environnement d'investissement en RDC a souffert de l'instabilité politique à la suite d'un conflit généralisé après le refus du Président Joseph Kabila de quitter ses fonctions à la fin de son mandat en 2016. Ce conflit se poursuivait jusqu'aux élections nationales de décembre 2018.

Politique pertinente pour les énergies renouvelables

Le gouvernement prévoit de tripler le taux actuel d'électrification nationale à 32% d'ici 2030. Les analystes estiment que les faibles besoins énergétiques de la RDC et sa dépendance à l'égard de l'hydroélectricité ne sont pas propices à la politique de développement requise pour encourager la construction d'énergies renouvelables. Les incitations fiscales pour les projets d'énergie renouvelable sont le seul domaine où la politique profite directement à l'industrie.

L'environnement des prix de l'électricité est faible. Les clients résidentiels sont facturés l'un des tarifs les plus bas au monde, qui ne couvre pas les coûts d'exploitation de la SNEL et l'entreprise est insolvable. La plupart de l'électricité est achetée par les consommateurs à un montant forfaitaire fixe car les compteurs sont très rares, laissant beaucoup à la discrétion des fonctionnaires. Il est courant que les institutions publiques (écoles, centres de santé et entreprises publiques) aient des arriérés importants sur leurs factures d'électricité.

La RDC n'a pas encore mis en place d'incitations significatives en faveur des énergies renouvelables.

Projets en matière d'énergie renouvelable

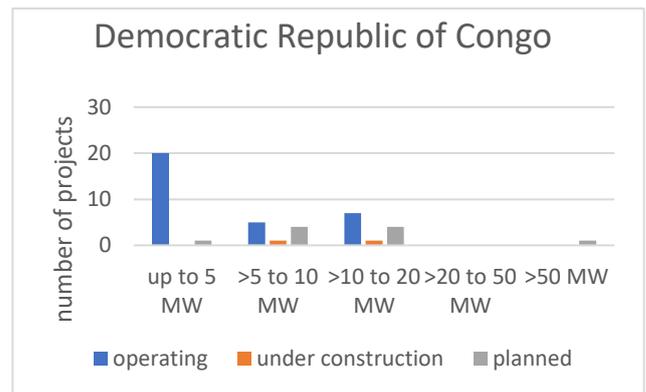
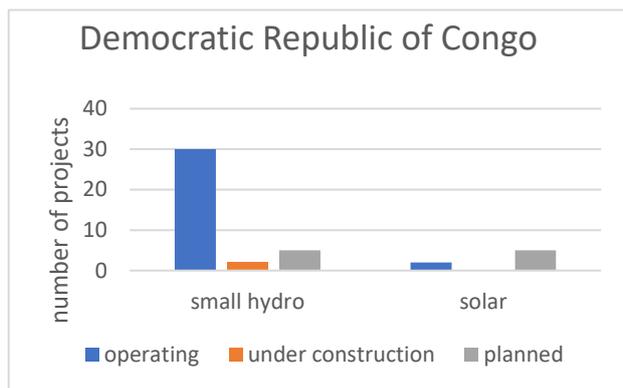
Les projets d'installations photovoltaïques solaires comprennent ceux de Copperbelt Energy, une société cotée en bourse privée qui a annoncé des plans pour deux centrales photovoltaïques pour alimenter en

¹ <https://www.lightingafrica.org/country/democratic-republic-of-congo/>

² <http://global-climatescope.org/results/cd#clean-energy-policy>



électricité les mines de cuivre et de cobalt dans le pays. Les perspectives pour les promoteurs de projets éoliens et solaires de construire de nouveaux projets dans le pays sont médiocres, en raison du risque élevé pour les acheteurs – la SNEL détient 94% de la capacité installée totale, de la volatilité des devises et de l'incertitude politique. Les graphiques ci-dessous montrent l'échelle des énergies renouvelables par stade de développement, ce qui inclut potentiellement les projets décrits.



Répartition des projets d'énergie renouvelable en RDC par technologie et échelle, par stade de développement (« en exploitation », « en construction » ou « prévus »). Source : Estimations des auteurs de la base de données African Energy Live, septembre 2019.

Hors réseau

Les faibles taux d'utilisation de l'électricité suggèrent un potentiel important pour un éclairage moderne hors réseau. La confiance dans les produits solaires, cependant, a été entravée par la domination des commerçants informels vendant des produits de mauvaise qualité.

Le gouvernement de la RDC, en collaboration avec le programme Lighting Africa de la Société Financière Internationale (SFI) et de la Banque mondiale, a développé un programme de 1,5 million de dollars américains pour identifier les principaux obstacles à l'éclairage hors réseau, puis pour fournir un financement pour l'amorçage du marché. Le projet pilote, qui est toujours en cours en 2018, a aidé à introduire l'éclairage solaire et les produits énergétiques dans les communautés. Vingt mille lanternes solaires sont fournies à des institutions sociales dans certains districts hors réseau pour être utilisées par des influenceurs communautaires clés. Cinq mille systèmes solaires domestiques de base prêts à l'emploi sont distribués aux mairies, aux écoles et aux établissements de santé. Le programme Lighting Africa de la SFI et de la Banque mondiale s'est fixé comme objectif de permettre à plus de 250 millions de personnes à travers l'Afrique subsaharienne d'avoir accès à des produits d'éclairage et d'énergie hors réseau propres, abordables et de qualité vérifiée d'ici 2030.

Marché local

La RDC ne dispose d'aucune capacité de fabrication à quelque échelle que ce soit pour ses projets d'hydroélectricité ou d'autres énergies renouvelables, de sorte qu'il n'existe pas d'exigences en matière de contenu local. Les petites entreprises sont également soumises à des droits à l'importation sur les produits solaires hors réseau, à moins qu'une exemption ne leur soit accordée.



L'instabilité politique et la volatilité des devises entraînent une faible confiance des investisseurs. Le secteur bancaire national n'est pas bien établi pour fournir des financements commerciaux. Les quelques projets solaires annoncés sont de petite envergure et liés aux activités minières commerciales ou à l'industrie des télécommunications.

La RDC dispose d'un marché naissant des énergies renouvelables hors réseau, concentré dans quelques régions. Les études d'intelligence de marché peuvent aider à s'attaquer au risque perçu et à la difficulté d'investir en RDC. Les campagnes d'éducation des consommateurs aident les acheteurs à identifier des produits de qualité et à comprendre leurs avantages. L'engagement du secteur public, par exemple la formation des principaux fonctionnaires et la garantie d'allègements fiscaux pour les produits dont la qualité a été vérifiée, peut jouer un rôle important dans la création d'un environnement réceptif.

Visiter la page internet contenant le rapport ici <https://350africa.org/renewable-energy-report>.